

N° 204 - Été 2010



ashreb  
achrek

**LE COLONIALISME  
BRITANNIQUE**

**Les opinions publiques arabes**

---

## LES OPINIONS PUBLIQUES ARABES COMME ENJEU DES RELATIONS INTERNATIONALES

---

*Mohammed EL OIFI \**

L'intérêt politique et scientifique manifesté pour « le thème des opinions publiques arabes » est tout à fait neuf. Il reflète des préoccupations diverses, fait l'objet d'usages multiples et le plus souvent contradictoires. Tout d'abord, ce thème exprime « l'inquiétude » générale face à l'incapacité des gouvernements arabes à gérer leurs opinions publiques, notamment les franges les plus radicales. L'organisation d'élections libres et concurrentielles dans les pays arabes, conformément à la « mission démocratisatrice » de l'administration américaine (notamment celle de l'administration Bush) signifie l'éviction du pouvoir ou la fragilisation des gouvernants arabes alliés des États-Unis au profit des forces opposées à la présence américaine au Moyen-Orient <sup>1</sup>. Mais, l'argument des opinions publiques est également brandi par divers protagonistes politiques qui en font des usages souvent contradictoires. Cependant, cette prétention récente de parler au nom du peuple <sup>2</sup>, d'avoir « la rue avec soi », d'exiger ou d'accepter l'arbitrage des urnes, montre à quel point la notion d'opinion publique est devenue centrale dans le débat politique arabe d'aujourd'hui.

Si le recours à l'opinion publique à travers le choix démocratique est considéré comme une option politique susceptible d'atténuer la violence et

---

\* Mohammed El Oifi est maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

1. Les résultats des élections législatives en Égypte en décembre 2005 et dans les territoires palestiniens en janvier 2006 sont venus confirmer ces craintes, de même que la mobilisation de la « rue libanaise » par l'opposition et par le gouvernement, durant l'automne 2006, illustrent cette irruption organisée des opinions publiques dans l'espace politique. De nombreux instituts de sondage américains ont manifesté un intérêt spécial pour l'état de l'opinion dans le monde arabe.

2. Y. Mény, Y. Surel, *Par le peuple, pour le peuple : le populisme et les démocraties*, Paris, Fayard, 2000.

de réguler les systèmes politiques arabes, il est également présenté par les contestataires comme le moyen le plus efficace et le moins coûteux pour mettre fin <sup>3</sup> à la domination des grandes puissances sur le monde arabe.

La prise en compte de cette « nouvelle » variable aussi bien pour la compréhension des processus politiques <sup>4</sup> dans le monde arabe que dans la formulation des politiques étrangères <sup>5</sup> à l'égard de cette région représente <sup>6</sup> une piste de recherche désormais incontournable. Elle vient combler une lacune d'autant plus regrettable que ces opinions publiques ne représentent pas uniquement une question de politique intérieure, leur dimension internationale est, à certains égards, plus importante.

Mais l'opinion publique est un concept complexe dont les usages scientifiques et politiques sont liés et qui est difficilement mesurable et qui contredit le plus souvent les prévisions des sondeurs les plus perspicaces <sup>7</sup>. Ce n'est cependant pas toujours l'instrument de mesure, et notamment les sondages, qui est en cause, mais celui qui est censé mesurer <sup>8</sup>. Louis Sébastien Mercier, au XVIII<sup>e</sup> siècle, ironisait déjà sur les premières tentatives de mesurer scientifiquement l'« esprit public » durant la révolution de 1789. On en apprend plus, suggérerait-il, sur l'observateur que sur le sujet de son observation : « ils mettaient (les sondeurs), pour ainsi dire, les mains sur le thermomètre en le consultant et prenaient pour la température de l'air la chaleur plus ou moins grande de leurs mains <sup>9</sup> ». Le sociologue allemand, Jürgen Habermas, est plus sévère : il condamne toute tentative de réduire l'opinion publique aux repères chiffrés issus des sondages : « jamais le matériel d'un sondage (les opinions d'un échantillonnage quelconque de la population) n'a par lui-même – et pour la seule raison qu'il viendrait nourrir des réflexions, des décisions ou des mesures revêtant une certaine importance politique – valeur d'opinion publique <sup>10</sup> ».

La remise en cause des instruments de mesure de l'opinion publique est doublée d'une réelle difficulté de définir un terme polysémique aux multiples

---

3. Comme le prophète R. N. Haass, "The New Middle East", *Foreign Affairs*, novembre/décembre 2006.

4. M. Lynch, "Beyond the Arab Street: Iraq and the Arab Public Sphere", *Politics & Society*, vol. 31, n° 1, mars 2003, pp. 55-91.

5. A. T. J. Lennon, *The Battle for Hearts and Minds. Using Soft Power to Undermine Terrorist Networks*, Cambridge, The MIT Press, 2003.

6. M. Lynch, "Taking Arabs seriously", *Foreign Affairs*, vol. 82, n° 5, septembre-octobre 2003.

7. P. Champagne, « Les sondages, le vote et la démocratie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 109, octobre 1995, pp. 73-92.

8. P. Beaud, « L'opinion publique », dans P. Beaud et alii, *Sociologie de la communication*, Paris, CNET, coll. « Réseaux », 1997, p. 315.

9. Cité par M. Ozouf, « Esprit public », dans F. Furet, M. Ozouf, *Dictionnaire critique de la révolution*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 1988, p. 711.

10. J. Habermas, *L'Espace public, l'archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, coll. « Critique de la politique », 1986, p. 254.

implications politiques et idéologiques <sup>11</sup>. En effet, l'opinion publique diffère de l'opinion individuelle, dans la mesure où il ne s'agit pas d'un point de vue isolé, d'une évaluation personnelle de la réalité, mais d'une conception partagée par plusieurs personnes ou par un groupe constitué concernant un problème public donné. Les opinions deviennent publiques lorsqu'elles font l'objet d'une préoccupation et d'une discussion collective et sont mises par conséquent sur l'agenda politique.

L'usage fréquent de la notion d'opinion publique, loin de stabiliser son sens et d'asseoir sa légitimité, en a fait une notion décriée, voire contestée. À cet égard, la critique du sociologue Pierre Bourdieu a été la plus incisive mais également la plus salutaire, il considère que « ce qu'on appelle opinion publique n'est qu'un artefact produit par les sondages, qui imposent leur problématique à des individus isolés et atomisés, qui ne font donc pas des réponses légitimes puisqu'ils sont interrogés dans une situation totalement arbitraire, sur des sujets qu'ils ne connaissent généralement pas mais auxquels ils se croyaient obligés de répondre <sup>12</sup> ».

En réalité, toute société est animée par une multiplicité d'opinions qui expriment des grandes tendances et reflètent l'état d'un rapport de force entre différents groupes sociaux porteurs de valeurs et d'intérêts divergents. Ainsi, inscrite dans son contexte sociologique et historique, l'opinion publique ne peut pas être réduite à un artefact produit par les sondages, de même que l'absence de sondages, en tant que simple technique de mesure des opinions publiques, ne signifie nullement que l'opinion publique n'existe pas <sup>13</sup>. Cela reviendrait à affirmer qu'un fiévreux est sain pour la seule raison que l'on ne dispose pas de thermomètre pour mesurer sa fièvre.

En effet, l'opinion publique a une histoire, des lieux et des processus de formation, et des acteurs qui l'animent dans le sens de la cristallisation de consensus provisoires ou de l'approfondissement de conflits persistants. Il convient donc d'arracher cette notion à l'abstraction qui la rend stérile, voire inutile, et de l'inscrire dans le jeu politique ordinaire en s'interrogeant sur les processus de formation des opinions publiques et en analysant le jeu complexe des groupes d'acteurs pour séduire, manipuler, gérer l'opinion publique ou même nier la réalité de son existence quand cela sert les stratégies de pouvoir.

Dans le monde arabe, l'articulation entre les opinions publiques et l'espace politique pose certaines questions spécifiques à la région, et qui sont essentiellement liées à la nature de ces opinions, à celle des régimes ainsi qu'à la rareté ou au manque de fiabilité des données statistiques existantes.

---

11. J. Lazar, *L'Opinion publique*, Paris, Dalloz, 1995.

12. P. Bréchon (dir.), *La Gouvernance de l'opinion publique*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 14.

13. M. Ozouf, « Le concept d'opinion publique au XVIII<sup>e</sup> siècle », dans P. Beaud et alii, *op. cit.*, 1997.

En effet, pour des raisons historiques, culturelles mais également linguistiques, les opinions publiques arabes possèdent une double nature : nationale et transnationale <sup>14</sup>. Cette configuration des opinions publiques basée sur la vigueur des identifications supranationales et sur la multi-appartenance rend complexes la compréhension de leur fonctionnement ainsi que leur gestion.

De même que l'interrogation sur l'état et le fonctionnement des opinions publiques dans le monde arabe doit prendre en compte le fait que les élections ne sont pas le mode de régulation du pouvoir, la voix du peuple ne décide ni de la nature du régime ni de l'identité de ceux qui détiennent le pouvoir. Cela signifie qu'il n'y a pas de lien explicite institutionnellement et constitutionnellement <sup>15</sup> organisé entre les opinions publiques et la sphère politique. Un rapport de force dysfonctionnel s'est progressivement installé, les gouvernements voulant subordonner les opinions publiques à leurs actions, et ces dernières s'efforçant de construire et de préserver leur autonomie par rapport à des gouvernants autoritaires et discrédités. À la logique fusionnelle voulue par les gouvernants s'est progressivement substitué une dichotomisation antagonique : gouvernants/opinions publiques.

Les transformations structurelles qu'ont connues les sociétés arabes (alphabétisation, urbanisation, etc.), l'épuisement de la légitimité des pouvoirs et l'émergence de médias panarabes relativement indépendants ont accéléré les processus de politisation et d'autonomisation des opinions publiques. Ainsi, si la réalité des opinions publiques dans le monde arabe semble être enfin reconnue comme une variable politique déterminante pour l'avenir, leur gestion paraît plus que problématique.

En effet, le vote et la tenue d'élections libres et honnêtes représentent le moyen le plus adéquat pour donner à ces opinions publiques une matérialité, d'autant plus que la promotion de la démocratie est devenue l'idéologie officielle de la diplomatie des États-Unis, principal acteur politique et militaire dans la région. Mais les élections récentes tenues aussi bien en Égypte, en Irak ou en Palestine par exemple montrent que l'arbitrage du peuple ne peut être réellement accepté que s'il sauvegarde les intérêts de ceux qui sont déjà au pouvoir et de leurs soutiens internationaux <sup>16</sup>.

Dans cette perspective, la voix du peuple est secondaire, on fait « comme si une opinion publique hostile n'existait pas et on continue de gouverner », les élections ne sont que le moyen de relégitimer la détention d'un pouvoir

14. M. El Oifi, « L'opinion publique arabe entre logiques étatiques et solidarités transnationales », *Raisons Politiques*, n° 19, août-septembre 2005.

15. N. Bernard-Maugiron, J.-N. Ferrié (dir.), *Les architectures constitutionnelles des régimes politiques arabes. De l'autoritarisme à la démocratisation*, Égypte/monde arabe n° 2, 3<sup>e</sup> série, 2005.

16. I. A. Hamdy (dir.), "Elections in the Middle East, what Do they Mean?", *Cairo Papers in Social Studies*, vol. 25, n° 1-2, printemps-été 2002.

déjà acquis<sup>17</sup>. L'alternance du pouvoir n'est ni constitutionnellement (le cas des monarchies arabes) ni politiquement (le cas des républiques) envisagée. Dans ce cas, la déception des opinions publiques exprimée par divers leaders d'opinion dans un espace public arabe relativement pluraliste grâce, notamment, aux télévisions d'information en continu ou incontrôlable dans le cas d'Internet, se traduit par un abandon massif du champ politique officiel au profit des organisations sociales parallèles aux références souvent religieuses et qui participent à moyen terme à la formation d'un champ politique alternatif, représentatif du peuple et soumis à la tyrannie de l'opinion publique.

#### LA RECONNAISSANCE DES OPINIONS PUBLIQUES DANS LE MONDE ARABE COMME UNE VARIABLE POLITIQUE IMPORTANTE

##### *Les raisons multiples d'une reconnaissance tardive*

##### **Le 11 septembre 2001 comme révélateur**

L'ancienneté et l'étroitesse des rapports entre de nombreux gouvernements arabes et les administrations américaines successives n'ont jamais laissé de place à une réflexion sur le regard que des opinions publiques portent sur ces relations. Après des décennies de soutien affiché et assumé par les États-Unis aux principaux gouvernements arabes et à la suite de la guerre contre l'Irak en 1990, de nombreux observateurs américains avaient conclu qu'il est désormais inutile de prendre en compte les « états d'âme » des opinions publiques arabes dans la conduite de la politique étrangère américaine<sup>18</sup>.

En effet, en dépit des très grandes manifestations dénonçant les interventions américaines au Moyen-Orient et la « complicité » des régimes arabes notamment égyptien, saoudien et jordanien avec les actions des États-Unis, aucun changement notable n'est intervenu dans le sens de la prise en compte des sentiments de la rue. Si la légitimité de certains gouvernements arabes est contestée, la pérennité de leur pouvoir ne dépend que d'une manière marginale de la volonté populaire. Les fonctions stratégiques assurées par les principaux pays arabes dans le système international au profit des États-Unis leur permettent de se passer de la légitimité populaire. En jouant les fonctions contre la légitimité, certains gouvernements arabes réussissent d'une manière assez efficace à contrer la pression de l'opinion publique par un soutien de l'étranger aussi bien au niveau matériel que politique ou diplomatique.

Cette alliance au sommet entre l'administration américaine et certains gouvernements arabes fut parfaitement illustrée et d'une manière presque

---

17. G. Hermet, R. Rose, A. Rouquié, *Elections without choice*, Londres, Basingstoke, Macmillan, 1978.

18. D. Pollock, "The Arab Street?", *Public Opinion in the Arab World*, Washington Institute for Near East Policy, 1992.

caricaturale par l'échange qui a eu lieu entre les anciens présidents Jimmy Carter et Anouar Sadate, peu avant la conclusion des accords de Camp David en 1979. Selon certaines sources, l'ancien président égyptien assassiné en 1981<sup>19</sup> a rassuré son interlocuteur américain qui s'inquiétait de l'opposition d'une grande partie du peuple égyptien à ces accords, en affirmant qu'il ne fallait pas en tenir compte dans la mesure où « il était capable de faire croire à son peuple ce qu'il voulait<sup>20</sup> ».

Après l'installation des troupes américaines en Arabie Saoudite en 1991 et une série d'attentats contre des cibles américaines aux États-Unis (le World Trade Center, 1993), en Arabie Saoudite en 1995 et 1996, puis en Afrique de l'Est contre deux ambassades américaines en 1998 et, enfin, sur les côtes du Yémen en 2000 contre le USS Cole, Américains et Saoudiens s'accordèrent sur la volonté de marginaliser et de criminaliser la contestation islamiste même réformiste<sup>21</sup>. Leur riposte visa à mettre l'accent sur le caractère isolé de cette violence et sur le fait qu'elle ne traduisait pas l'état de certaines franges de l'opinion publique saoudienne et arabe en général.

La violence et la brutalité des attentats du 11 septembre 2001 et la popularité dont bénéficia Ben Laden en Arabie Saoudite ont démenti ce type d'analyse ; la présence de 15 Saoudiens parmi les 19 terroristes, et celle d'Égyptiens et de Koweïtiens dans les instances dirigeantes d'Al-Qaïda a convaincu l'administration américaine que l'alignement des gouvernements arabes sur leur politique ne signifiait pas que ce soutien gouvernemental bénéficiait de l'approbation des peuples.

Suite à la bataille politico-médiatique autour de l'interprétation du 11 septembre, les États-Unis avaient réussi à imposer leur propre lecture sur les raisons des attentats. Elles seraient liées à des motivations religieuses, frustrations culturelles et jalousie du bien-être américain.

Or, certains hauts responsables américains admettent que les attentats du 11 septembre sont avant tout liés à la nature de leur politique étrangère vers le monde arabe et musulman comme l'affirme l'ancien numéro deux du pentagone Paul Wolfowitz : « Le motif (les armes de destruction massive) relevait de raisons bureaucratiques... Nous nous sommes entendus sur les armes de destruction massive parce que c'était le seul argument sur lequel tout le monde pouvait être d'accord. Il y a néanmoins une autre raison, qui est passée presque inaperçue tout en étant d'importance : éliminer Saddam Hussein permettra aux États-Unis de retirer ses troupes d'Arabie Saoudite où leur présence a été l'un des principaux griefs d'Al-Qaïda<sup>22</sup> ». En effet, « Al-Qaïda a toujours les mêmes

19. G. Kepel, *Le Prophète et le Pharaon. Aux sources des mouvements islamistes*, Paris, Le Seuil, 1984.

20. S. Telhami, *The Stakes: America and the Middle East. The Consequences of Power and the Choice for Peace*, Boulder, Westview Press, 2002.

21. M. Fandy, *Saudi Arabia and the politics of dissent*, Basingstoke, Macmillan, 1999.

22. Interview au magazine *Vanity Fair*, 30 mai 2003, voir également *Libération*, 3 octobre 2003.



objectifs politiques. Ils consistent à élargir le conflit, propager le “jihad” contre l’Occident, chasser les “infidèles” du Moyen-Orient et atteindre sa véritable cible: les régimes arabes qu’elle entend renverser et remplacer au Pakistan, en Arabie Saoudite, en Égypte et maintenant en Irak <sup>23</sup> ».

Mais les exigences de la guerre des idées et la volonté de ne pas remettre en cause leur politique étrangère poussent les responsables américains à se focaliser sur les origines culturelles et religieuses de l’anti-américanisme des opinions publiques arabes. D’un point de vue américain, il convient d’éviter les interrogations publiques sur la politique étrangère américaine dans la mesure où il n’y a pas de volonté politique de la modifier, ce qui signifie concrètement que ce sont les opinions publiques arabes qui doivent changer <sup>24</sup> et non la politique américaine. C’est ce qui explique en partie l’intérêt aux États-Unis pour les opinions publiques arabes comme l’affirme l’éditorialiste égyptien Mamoun Fandy dans le journal saoudien favorable à la stratégie américaine au Moyen-Orient, *al-Chark al-Awsat*: « La rue arabe est devenue une source de revenus sans limites pour de nombreux analystes et sociétés de publicité à Washington, il faut connaître les nombreuses facettes de ce business qui rend les Américains plus enthousiastes dans leur défense de la rue arabe que leurs collègues arabes <sup>25</sup> ».

### **L’invocation des opinions publiques dans l’explication de l’inefficacité des régimes**

L’intérêt américain pour les opinions publiques arabes est essentiellement lié à des questions de sécurité; des opinions publiques hostiles sont perçues comme une menace dans la mesure où elles seraient moins réceptives aux idées américaines et plus disposées à soutenir la violence contre eux. La réflexion sur cette notion dans le monde arabe s’inscrit dans les tentatives d’expliquer ce qui est considéré comme l’extrême faiblesse des dirigeants arabes et leur tendance à se soumettre aux injonctions étrangères, en sacrifiant le plus souvent l’intérêt national afin de sauvegarder le soutien que des puissances étrangères leur accordent pour rester au pouvoir <sup>26</sup>.

L’inquiétude dans les médias arabes est omniprésente à propos de l’existence d’un divorce entre les opinions publiques et les gouvernements arabes même si ce constat ne s’appuie que très rarement sur données chiffrées. Cependant, elle permet de mettre l’accent sur la politisation et l’autonomisation des opinions publiques dans le monde arabe et de souligner la thèse qui attribue l’inefficacité des gouvernements arabes à leur incapacité à rallier les opinions publiques à leurs projets. Dans cette perspective, les élites dirigeantes, faute de légitimité, se retrouvent dans l’obligation de recourir à la coercition et

---

23. « Les limites de la guerre contre le terrorisme », *Le Monde*, 3 août 2005.

24. E. P. Djerejian, *Changing Minds, Winning Peace, Changing Minds, Winning Peace: A New Strategic Direction for US Public Diplomacy in the Arab and Muslim World*, <http://www.state.gov/documents/organization/24882.pdf>

25. M. Fandy, *al-Chark al-Awsat*, 23 décembre 2002.

26. C’est un thème structurant du discours médiatique arabe.



à la violence pour mener leurs projets ou tout simplement pour rester au pouvoir. Elles s'épuisent ainsi dans une lutte inutile contre des opinions publiques hostiles, sceptiques et surtout favorables dans une certaine mesure à l'utilisation de la violence contre le pouvoir.

Le respect des volontés populaires constitue non seulement le premier pas vers la démocratisation mais également une condition nécessaire à la mobilisation des sociétés autour des projets initiés par les États. Le rapport du PNUD sur le développement humain dans le monde arabe pour l'année 2004 a mis l'accent sur le coût pour les pays arabes de la tendance des dirigeants à ne pas respecter les libertés politiques et les volontés des opinions publiques. Ce texte résume en grande partie les points de vue majoritaires dans le monde arabe à propos de l'absence de prise en considération de l'opinion publique par les gouvernements <sup>27</sup>.

### **L'opinion publique et la crise des identités nationales**

Le processus de cristallisation des opinions dominantes est conditionné par la maturation de la conscience collective et de l'identité nationale qui rendent possible la définition de l'intérêt national, comme cadre général et légitime de l'action politique. Or, le XX<sup>e</sup> siècle, qui a vu des tentatives d'invention et de consolidation des identités nationales dans le monde arabe, s'est terminé par des remises en cause spectaculaires de ces entreprises politiques, non seulement en Irak, au Liban ou au Soudan mais également, dans une moindre mesure, en Arabie Saoudite par exemple.

En effet, la fragmentation ou la volatilité des opinions publiques, mesurables par les sondages et les enquêtes d'opinion, sont utiles tant qu'il y a un consensus minimal sur les conditions du vivre ensemble d'une collectivité nationale et sur la définition du projet national et de son identité.

Or, la facilité avec laquelle la résolution 1559 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies le 2 septembre 2004 a précipité la recomposition du champ politique libanais en ébranlant des alliances et des allégeances politiques patiemment élaborées par les Syriens durant les trois dernières décennies a étonné même les observateurs les plus sceptiques à propos de la possibilité d'une identité nationale libanaise globale dans le cadre du confessionnalisme institutionnalisé. Que signifie l'opinion publique au Liban et quelles sont les logiques et les règles qui permettent de comprendre son fonctionnement? Peut-on parler d'opinion publique libanaise quand dans les écrits des auteurs les plus légitimes et les pratiques politiques publiques l'on voit les traces visibles d'une divergence non seulement sur la nature du projet national mais également sur sa possibilité? Si ces divergences sont souvent considérées comme la manifestation du pluralisme d'une identité composite riche de ces différences, elles sont également rendues

---

27. Rapport du PNUD sur le développement humain dans le monde arabe pour l'année 2004, *Economica*, 2004.

responsables de l'impossibilité de l'émergence d'une volonté nationale unitaire ce qui accule le pays au recours à un arbitre étranger.

L'interrogation sur l'identité nationale de l'État Irakien et ses manifestations dans les opinions publiques est plus problématique. Les manipulations des identités infranationales par l'administration américaine avant et après l'occupation de l'Irak selon les vieilles traditions coloniales de « diviser pour régner » ont été d'une très grande efficacité.

Ainsi, les opinions publiques en Irak obéissent aujourd'hui presque exclusivement à des différenciations ethniques et confessionnelles qui interdisent la cristallisation d'une identité collective et, partant, une volonté nationale commune. L'opinion de « l'Irakien moyen » n'est plus liée à un projet national, mais à des appartenances primordiales qui consacrent l'impossibilité de tout projet national. La « libanisation » des identités en Irak exacerbée par les conditions de l'occupation et les stratégies américaines au Moyen-Orient rendaient pour le moment l'idée d'une opinion publique irakienne tributaire non seulement des conséquences de l'action de l'occupant mais également de celle de l'environnement régional. Il va falloir évaluer les conséquences du retrait américain dans ce domaine. La volatilité des opinions publiques est également due aux ambiguïtés des processus de construction des identités nationales. Ces fragilités ne touchent pas uniquement les États qui vivent des situations d'instabilité politique chronique ou de guerre mais des États considérés par certains observateurs comme les plus solides<sup>28</sup>. L'anthropologue Madawi al-Rashid met l'accent sur les difficultés de stabiliser l'identité nationale saoudienne : « notre culture est devenue saoudienne après avoir été islamique puis arabe, nous étions une nation islamique et sommes devenus une patrie à la recherche d'une identité. Nous étions des tribus bédouines féroces et sauvages et par hasard nous sommes devenus des gens du Golfe, nous avons renoncé à une identité qui trouve sa source dans la religion, à la culture pour une autre liée à la géographie dans laquelle peu d'entre nous se reconnaissent. Cette identité exprimait la volonté des autres (les Américains) et ils ont eu ce qu'ils souhaitaient. On a exigé de nous de devenir des gens du Golfe, nous avons créé un Conseil (le Conseil de coopération du Golfe, CCG) nous y avons siégé ou plutôt nous nous sommes assis dessus. Aujourd'hui, ce Conseil commence à se fissurer, à cause de qui ? À cause de ceux qui nous ont demandé de l'instituer (les Américains)... en effet sa mission est terminée. Aujourd'hui, nous ne sommes plus une société mais une source de pétrole et un point stratégique ni plus ni moins. Nous ne constituons plus une patrie en dépit de l'utilisation abusive que nous faisons de ce terme, nous sommes un puits profond qui se vide jour après jour et un pont que les envahisseurs traversent pour atteindre les pays voisins (allusion à la collaboration très discrète des Saoudiens avec l'armée américaine en 2003)<sup>29</sup> ».

---

28. P. Ménoret, *L'Énigme saoudienne*, Paris, La découverte, 2004.

29. M. al-Rashid, *al-Quds al-Arabi*, 4 août 2005. Pour une analyse plus approfondie de cette question, voir M. al-Rasheed, R. Vitalis, *Counter-narratives. History, Contemporary Society, and Politics in Saudi Arabia and Yemen*, Hampshire, Palgrave Macmillan, 2004.

May Yamani interroge à son tour les transformations qu'a connues l'identité saoudienne depuis l'irruption du pétrole<sup>30</sup>. Elle montre qu'en dépit des décennies de centralisation du pouvoir et d'harmonisation au niveau social et religieux, les identités régionales persistent et marquent de plus en plus leur opposition à celle du Najd notamment le Hedjaz. Ce flottement qui touche l'identité saoudienne et la concurrence des identités régionales favorisent la fragmentation des opinions publiques non pas autour de choix politiques mais sur la base de déterminismes régionaux et confessionnels.

### Deux points de vue arabes divergents sur le poids des opinions publiques

Dans les écrits en langue arabe concernant la question des opinions publiques deux positions cohabitent : l'une, majoritaire et prédominante dans les éditoriaux et les débats télévisés, grâce notamment à la position hégémonique dans le champ médiatique arabe d'al-Jazira<sup>31</sup>. Elle valorise l'opinion publique et milite pour que les hommes politiques arabes respectent les sentiments politiques de leurs peuples notamment en matière de politique étrangère. L'autre point de vue est minoritaire, élitiste, légitimiste et favorable à une alliance entre les gouvernements arabes et les États-Unis<sup>32</sup>. Ces tenants se méfient du peuple et de ses passions et considèrent que les hommes politiques arabes ne doivent pas être esclaves des opinions publiques. Les articles de l'égyptien Mamoun Fandy dans le journal panarabe *al-Chark al-Awsat*, propriété du prince saoudien Salman ibn Abdel Aziz gouverneur de Riyad et jordanien Salamah Nahmat, directeur du bureau d'*al-Hayat* à Washington, ancien conseiller du roi Hussein de Jordanie, illustrent parfaitement ce point de vue qui minimise aussi bien l'importance que l'impact des opinions publiques.

Ainsi Mamoun Fandy affirme que « dans le monde arabe le business de la rue arabe est une question très vaste, un sujet flottant que les gouvernements arabes utilisent pour faire peur aux Américains, et que les oppositions brandissent comme une menace contre les gouvernements. Les journalistes arabes l'utilisent aussi quand ils ne disposent pas de données matérielles pour rédiger leur article ; en l'absence d'informations, la rue est l'ultime sauveur, et les propos vagues remplacent les faits. Quatre observations essentielles (à propos de la rue arabe) que je résume ainsi :

30. Y. May, *Changed Identities: The Challenge of the New Generation in Saudi Arabia*, Londres, Royal Institute of International Affairs, Middle East Programme, 2000. Y. May, *Cradle of Islam: The Hijaz and the Quest for an Arabian Identity*, Londres, New York, I. B. Tauris, 2004.

31. M. El Oifi, « L'effet al-Jazira », *Politique étrangère*, automne 2004.

32. Ces auteurs sont le plus souvent installés aux États-Unis, invités permanents de la chaîne de télévision américaine en langue arabe *al-Hurra* lancée en février 2004, ils sont également assez présents dans les médias américains et très actifs dans les réseaux de soutien à certains gouvernements (Arabie Saoudite, Koweït notamment). Ils s'expriment également dans les médias panarabes contrôlés par des hommes d'affaires ou des princes saoudiens notamment *al-Chark al-Awsat* et *al-Hayat*.

- les Américains n'ont pas pris en compte la question de la rue arabe dans la guerre qui s'annonce (guerre en Irak en 2003), ils savent que c'est un petit business et que l'essentiel dans le monde arabe et musulman reste la diplomatie classique. Si les gouvernements donnent leur accord à propos d'une politique, ils sont capables d'entraîner les sociétés... ;
- prendre en compte la question de la rue ne peut que compliquer la situation. Chaque État fait ses propres calculs. Si les États-Unis se préoccupaient de la rue arabe, ils devraient également prendre en compte la rue russe ou chinoise ;
- la rue arabe n'a provoqué aucun changement sur le plan local, comment pourrait-elle avoir un impact au niveau international ? (provoquer un changement de la politique américaine par rapport au Moyen-Orient) ;
- en cas de guerre, il y aura quatre manifestations : une au Maroc, une deuxième à al-Azhar, une troisième à Beyrouth et peut-être dix manifestants à Djedda, mais la majorité des manifestations aura lieu dans la rue occidentale qui dispose d'une plus grande liberté <sup>33</sup>. »

L'argumentation de Salamah Nahammat pousse également vers la relativisation du rôle des opinions publiques dans les processus politiques dans la région et une invitation à les négliger : « avant que n'éclatent les deux guerres, contre l'Afghanistan et contre la Palestine, les dirigeants arabes et musulmans n'ont fait que ressasser aux oreilles de l'Occident le mensonge selon lequel ils craignaient que la foule arabe et islamique n'explose ; que si les Arabes et les musulmans devaient devenir la cible d'attaques, la sécurité et la stabilité régionales ne seraient plus assurées. Même leur propre peuple s'est mis à les croire ! Qui plus est, à Washington aussi on s'est mis à gober ce mensonge. À la veille de l'offensive militaire en Afghanistan, Washington a ordonné à ses plus hauts représentants de convaincre cette "foule" au moyen de la presse et de la télévision arabes qu'il s'agissait d'une guerre antiterroriste, ne visant pas les Arabes et les musulmans en tant que tels. Mais quand le régime taliban s'est effondré sous les bombardements américains – qui ont fait au moins 2 000 victimes parmi les civils – sans que la [fameuse] "foule" ne bouge le petit doigt ou ne se montre le moins du monde peinée, Washington a commencé à réaliser l'ampleur du mensonge auquel il avait failli croire. Les décideurs américains ont saisi l'étendue du mensonge... quand Sharon, poussant plus loin la barbarie en Palestine (suite à la guerre en Afghanistan) n'a pas eu à affronter la moindre réaction de quelque "foule arabe et islamique" que ce soit, pouvant se permettre d'ignorer cette dernière. L'histoire se souviendra que la plus grande manifestation de protestation enregistrée contre les massacres israéliens a été organisée par le mouvement israélien *La paix maintenant !* Peut-être que, dorénavant, à chaque protestation arabe ou islamique, Washington se contentera de parler au dirigeant du pays concerné. Washington promettra de l'aide ou menacera d'appliquer des sanctions, et les choses en resteront là. Puisque ces régimes sont capables d'écraser toute tentative de protestation menée contre leurs politiques – qui

---

33. M. Fandy, *al-Chark al-Awsat*, 23 décembre 2002.

privent les citoyens, courbés sous le poids du pouvoir, de leurs droits les plus élémentaires –, il ne fait aucun doute qu'ils sont tout aussi capables d'écraser la moindre protestation sur des questions de politique étrangère, comme dans le cas de l'Afghanistan et de la Palestine – et peut-être bientôt de l'Irak <sup>34</sup>! »

Ce dénigrement de l'opinion publique et la minimisation de son poids sont omniprésents dans des journaux panarabes influents, propriétés de princes saoudiens au pouvoir, et s'inscrivent dans la stratégie globale de l'Arabie Saoudite. Tout d'abord, sur le plan interne, il sert à délégitimer les revendications des réformes politiques comme exigence de l'opinion publique atténuant ainsi la pression que les tenants de la réforme politique Arabie Saoudite font peser sur la famille royale. Au niveau externe, il prépare les opinions publiques à l'engagement du gouvernement saoudien auprès des Américains dans la guerre contre l'Irak en 2003. En effet, face à une opinion publique saoudienne hostile à la guerre en conformité avec une très large partie des intellectuelles et des leaders d'opinion en Arabie Saoudite notamment parmi les islamistes et les réformistes, le gouvernement saoudien assure la diffusion de ces idées pour contrebalancer les sentiments populaires. Ces articles rédigés par des journalistes arabes qui s'expriment en faveur de la guerre et contre la prise en compte de l'hostilité des opinions publiques arabes par rapport à cette intervention sont immédiatement traduits en anglais et bénéficient d'une très grande diffusion aux États-Unis atteignant même les membres du Congrès. Ils servent ainsi de caution arabe à la guerre américaine en Irak et sont utilisés contre les opposants à la guerre aux États-Unis.

Mais ce désaccord sur le poids des opinions publiques ou l'opportunité de tenir compte de leurs états d'âme loin de plaider en faveur d'une marginalisation consacre cette notion.

### *Les raisons de l'émergence des opinions publiques dans le monde arabe*

#### **Transformations sociales structurelles et essoufflement des légitimités politiques**

Le monde arabe a connu des transformations sociales qui ont rendu efficaces les processus de communication <sup>35</sup> et de diffusion d'idées. En effet, l'urbanisation <sup>36</sup>, l'alphabétisation et la politisation ont atteint le seuil critique qui permet à la société de résister au discours officiel de la communication politique des États, tout en étant assez mobilisée socialement et politiquement pour ne pas se montrer indifférente aux questions politiques.

L'autonomisation de l'opinion publique est également liée au discrédit qui touche les États-nations comme mode de rationalisation des espaces politiques.

34. *Al-Hayat*, 19 janvier 2002.

35. K. W. Deutsh, *Nationalism and Social Communication. An Inquiry into the Foundations of Nationality*, The MIT Press, 1966.

36. P. Fargues, *Génération arabes. Alchimie du nombre*, Paris, Fayard, 2000.

En effet, la persistance étonnante<sup>37</sup> des structures étatiques et l'affirmation de l'idéologie de l'État-nation<sup>38</sup> (*al-Qutriyya*) dans le monde arabe, loin de lui fournir une légitimité définitive<sup>39</sup>, l'a installé durablement dans une position fragile dans laquelle sa contestation au nom d'identifications plus larges devient une des modalités de l'opposition aux régimes<sup>40</sup>. Les écrits qui mettent en cause l'efficacité et la légitimité des États-nations dans la région sont nombreux chez les auteurs arabophones indépendants des cercles du pouvoir. L'État-nation et sa banalisation dans le monde arabe sont vécus par ces auteurs comme un piège historique, qui condamne cette région du monde à la paralysie<sup>41</sup> et renforce l'ingérence des grandes puissances. La nécessité qu'éprouvent les gouvernants à légitimer un État-nation contesté<sup>42</sup> comme centre de pouvoir aboutit à inscrire les pratiques gouvernementales dans un processus de production de la différence par rapport aux pays voisins. Dans le même temps, ils se montrent incapables de générer une culture politique nationale autonome et encore moins de gérer les contradictions (problèmes frontaliers, nationalité, etc.) auxquelles aboutit cette opération de production de la différence.

### L'impact de la révolution de l'information

Ce discrédit de l'idéologie de l'État-nation a été accentué par la révolution de l'information<sup>43</sup> dans le monde arabe qui a pris une configuration panarabe et plus particulièrement dans les pays du Golfe. En effet, depuis la deuxième moitié des années 1990, nous assistons à l'émergence d'un espace public arabe servi par un système médiatique largement contrôlé par les capitaux du Golfe. La faiblesse démographique structurelle de ces États les oblige à associer les citoyens des autres pays arabes au fonctionnement de ses médias, ce qui leur permet de les présenter comme étant des médias panarabes et de les utiliser comme moyen de légitimer leurs actions sur la scène arabe et internationale. Cette révolution de l'information a permis pour la première

---

37. D. Abeed, Z. Ira William, *Beyond Coercion: The Durability of the Arab State*, Londres, Croom Helm, 1988.

38. G. Tarabichi, *L'État-nation et la conception panarabe*, Beyrouth, Dar al-Talia'a, 1982.

39. M. C. Hudson, *Arab Politics. The Search For Legitimacy*, Yale, Yale University Press, 1977.

40. M. Bennani-Chraïbi, O. Fillieule, *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Académique », 2003.

41. Les discours défavorables à l'État-nation comme formule pour organiser l'espace politique sont très répandus dans la littérature politique en arabe, voir: I. Hani, *Les Arabes et l'Occident*, Beyrouth, Dar al-Talia'a, 1998. K. Hassan al-Naquist, *Points de vue à propos de fiqh de l'arriération*, Dar al-Saqi, 2002. « L'État-nation est une malédiction dans la vie politique arabe, c'est une source de souffrance... Elle est vraiment la tare de la nation (arabe) dans la mesure où elle est illégitime, sans logique, sans histoire, sans vie, sans moyens... Sans avenir et malgré sa faillite, on s'attache à son existence au détriment de la nation », dans M. Tareq Qa'biya, *Les Piliers du nationalisme arabe*, Beyrouth, Dar al-Talia'a, 2001.

42. F. Haliday, *Arabia without Sultans*, Londres, Penguin Books Ltd, 1974.

43. *The Information Revolution in the Arab World, its Impact on State and Society*, Emirates Center for Strategic Studies and Research, 1998.



fois, à l'exception de l'expérience de la radio nassérienne la « voix des Arabes » (*sawt al-arab*) dans les années 1950 et 1960<sup>44</sup>, une communication intense et véritablement transnationale. Cette évolution est susceptible d'unifier les opinions à propos des questions majeures auxquelles est confronté le monde arabe et donc de défaire le travail politique accompli depuis des décennies par les États pour inventer des cultures politiques nationales<sup>45</sup>. La réaction de certains États de la région à ce processus d'unification des options politiques, notamment en politique étrangère, consiste à réactiver le nationalisme étatique comme c'est le cas en Jordanie. Le roi lui-même a réuni une commission pour élaborer les grandes lignes de la politique de « la Jordanie d'abord<sup>46</sup> », dans une tentative d'isoler son pays de son environnement. Ce slogan est également brandi comme une menace à l'encontre des Jordaniens qui affichent des identifications ou des allégeances transnationales que le gouvernement présente comme attentatoires à l'intérêt national jordanien. Dans la même perspective, l'administration américaine a privilégié les membres de l'opposition irakienne qui font l'éloge d'un « Irak irakien<sup>47</sup> » tout en écartant tous les groupes qui se réfèrent à des idéologies unificatrices dans la région, notamment le nationalisme arabe ou l'islam<sup>48</sup>.

#### LA CONNAISSANCE DES OPINIONS PUBLIQUES ARABES : STRUCTURES ET PRÉFÉRENCES

##### *Les structures de l'opinion publique*

En dépit de la création de la Ligue arabe en 1945, les États arabes se sont engagés, une fois les indépendances acquises, dans des processus de consolidation de leurs assises territoriales et de leurs identités nationales. Les différends frontaliers, les antagonismes idéologiques et les disparités économiques<sup>49</sup> ont abouti à la fragmentation du monde arabe. Cette fragmentation politique a fragilisé la notion d'opinion publique arabe. Il n'y aurait donc que des opinions publiques nationales, les États auraient définitivement nationalisé les opinions publiques<sup>50</sup> et enfermé les sentiments populaires dans des cadres territoriaux. En réalité, ce processus n'a pas pu atteindre son stade ultime. L'échec des tentatives initiées par la Ligue arabe

44. P. Partner, *Arab Voices, the BBC Arabic Services, 1938-1988*, BBC External Services, 1988. D. A. Boyd, *Broadcasting in the Arab World. A Survey of the Electronic Media in the Middle East*, Iowa State University, 1993.

45. Mais ce processus d'unification n'est pas inéluctable, voir à cet égard D. Dayan, « Les mystères de la réception », *Le Débat*, n° 71, 1992.

46. L. M. Lynch, *State Interests and Public Spheres. The International Politics of Jordan's Identity*, Columbia, Columbia University Press, 1999.

47. K. Makiya, « Edward Said », *al-Hayat*, 31 décembre 2002.

48. P.-J. Luizard, *La Question irakienne*, Paris, Fayard, 2002.

49. M. H. Kerr, Y. El Sayed (dir.), *Rich and Poor States in The Middle East, Egypt and the New Arab Order*, Westview Press, 1982,

50. Y. Ibrahim, "The Arabs Find a World in which they Count Less", *The New York Times*, 5 avril 1992.



de créer un système médiatique commun <sup>51</sup> n'invalide pas l'idée de l'existence d'une opinion publique arabe sur les questions considérées comme des « grandes causes arabes » (la Palestine, l'unité, l'Irak, l'attitude face aux interventions étrangères, etc.) <sup>52</sup>.

En effet, l'opinion publique arabe possède une double nature : elle n'est pas uniquement locale/nationale, elle est également transnationale dans la mesure où les liens qui se nouent entre les populations arabes ne sont pas uniquement politiques, ils sont enracinés dans l'histoire, la langue et la culture. La cristallisation d'un système régional <sup>53</sup> arabe avec la création de la Ligue arabe en 1945 a offert à cet héritage historique et à ces sentiments politiques un cadre institutionnel, l'espace arabe fait ainsi partie de la culture politique et de l'imaginaire populaire dans la région. Le concept de « causes arabes communes » garde toujours un sens et le degré de sympathie pour un régime arabe dépend principalement du respect qu'il montre à l'égard de ce qu'on peut appeler « les sentiments moraux arabes », à savoir : l'unité arabe contre les égoïsmes de l'État-nation, la souveraineté contre la domination étrangère et le soutien à la cause palestinienne. Ainsi, pendant la guerre d'Afghanistan après le 11 septembre 2001, les officiels américains les plus importants ont multiplié les apparitions dans les médias panarabes, notamment, al-Jazira et MBC <sup>54</sup> et dans les grands quotidiens panarabes tels que *al-Hayat* et *al-Chark al-Awsat*. Leurs conseillers en communication politique <sup>55</sup> et les spécialistes du Moyen-Orient ont mis l'accent sur l'existence de médias panarabes et d'un espace public arabe dans lequel il faut être présent pour expliquer aux opinions publiques arabes le sens de l'action américaine.

Le concept de « rue arabe <sup>56</sup> » est souvent utilisé pour souligner le caractère chaotique, passionnel et sans efficacité des manifestations populaires dans le monde arabe. Il convient de prêter plus d'attention à ce qu'on peut appeler le « sous-sol arabe », l'*underground*. C'est dans cet espace que s'organise la « résistance » non seulement aux États-Unis mais aussi aux gouvernements arabes. Invisible par nécessité, désinstitutionnalisé dans son fonctionnement et transnational dans ses structures, cet *underground* arabe représente le versant de l'opinion publique qui agit et qui donne une matérialité à la « colère populaire » ; si cet *underground* arabe est interdit d'expression sur

---

51. R. M. al-Jamal, *La Politique de communication arabe commune. Étude du système de communication internationale arabe en arabe*, 2<sup>e</sup> éd., Beyrouth, CEUA, 1986.

52. I. Saad Edin, *Les Orientations de l'opinion publique arabe à propos de la question de l'unité*, 4<sup>e</sup> éd., CEUA, 1992.

53. B. Maddy-Weitzman, *The Crystallisation of the Arab State System, 1945-1954*, Syracuse University Press, 1993.

54. Middle East Broadcasting Centre.

55. F. Ajami, "What Muslim World Is Watching", *The New York Times*, 8 novembre 2001.

56. D. F. Eickelman, "The Arab 'Street' and the Middle East's Democracy Deficit", *Naval War College Review*, vol. 40, n° 4, automne 2002, pp. 39-48.

la scène politique légitime, il est très actif sur Internet. Sans prôner la violence systématique contre les États-Unis, ses animateurs considèrent que la lutte contre la domination américaine est non seulement un acte légitime mais encore un devoir <sup>57</sup>.

### *Les préférences : l'état de l'opinion*

Les processus de formation des opinions publiques sont complexes, si certaines idées dominantes dans la société peuvent être considérées comme stables, l'humeur publique évolue et sur certains sujets elle peut donner lieu à des retournements spectaculaires.

Dans le monde arabe, les lieux et les agents qui participent à la formation des opinions publiques aussi bien nationales que transnationales sont multiples. L'école, les mosquées comme lieux de cristallisation de l'identité nationale et de formation d'une opinion publique nationale sont en grande partie le monopole des États arabes. D'autres « lieux » – notamment Internet et les télévisions satellitaires – se sont relativement émancipés et certains sont même devenus des « lieux » de dissidence qui participent à la formation d'une contre-opinion hostile aux gouvernements.

Dans l'urgence de l'après-11 septembre 2001, de nombreux sondages ont été réalisés pour connaître l'état des opinions publiques dans le monde arabe. Commandés le plus souvent par l'administration américaine et formulés par des experts américains, ces sondages reflètent le plus souvent non seulement les préoccupations stratégiques des États-Unis mais également leurs préjugés sur la région. Deux questions reviennent en permanence : l'état des opinions publiques arabes vis-à-vis des États-Unis et le rapport qu'entretiennent ces opinions avec la démocratie.

Le politologue américain F. Gregory Gause III a commenté ses nombreux sondages il est arrivé à la conclusion suivante : « les Arabes n'ont pas un problème avec la démocratie, même si certains idéologues islamistes lui sont hostiles <sup>58</sup> ». En effet, dans un sondage paru dans *The Pew Global Attitudes* et réalisé en 2003 dans plusieurs pays arabes, une des questions posée concernait la démocratie : « democracy is a western way of doing

---

57. Le recours à Internet comme moyen de communication s'est intensifié depuis quelques années au Moyen-Orient. Ce champ est devenu indispensable pour la connaissance de l'évolution des opinions notamment chez les jeunes, mais l'extrême diversité du contenu d'Internet (débats constructifs mais également scènes sordides) ainsi que l'impossibilité le plus souvent d'identifier les véritables auteurs des textes rend le travail d'interprétation et d'analyse hasardeux. Durant les années 1990, de nombreuses analyses à propos de la violence en Algérie se sont basées sur la traduction des tracts de propagande attribués aux GIA, mais aujourd'hui cette attribution est contestée.

58. F. Gregory Gause III, "Can Democracy Stop Terrorism?", *Foreign Affairs*, septembre-octobre 2005.

things that would not work here <sup>59</sup> ». Les résultats sont sans ambiguïté 83 % au Koweït, 68 % en Jordanie et 53 % dans les territoires occupés qui ne voyaient aucune contradiction entre les pratiques démocratiques et leurs réalités locales. Seulement 16 % au Koweït, 25 % en Jordanie et 38 % dans les territoires palestiniens se sont opposés à la démocratie.

Selon un autre sondage réalisé en 2002 par Zogby International, la majorité des personnes interrogées en Égypte au Koweït, au Liban en Arabie Saoudite et aux Émirats arabes unis exprimaient un avis favorable de « la liberté et la démocratie américaines » même si elles considèrent que les politiques américaines sont très défavorables aux Arabes. La conclusion du politologue américain F. Gregory Gause III est sans ambiguïté : « the problem with promoting democracy in the Arab world is not that Arabs do not like democracy ; it is that Washington probably would not like the governments Arab democracy would produce <sup>60</sup> ». Il est vrai que les pratiques électorales dans les pays arabes montrent que les citoyens voteraient volontiers si cela leur permettait de se « débarrasser de leur gouvernements » notamment ceux qui sont alliés de Washington. Le cas égyptien est une bonne illustration de la compréhension profonde des électeurs arabes du sens des élections et de leur capacité de saisir les enjeux. En effet, le taux de participation au référendum qui s'est tenu en mai 2005 pour l'amendement de l'article 76 de la Constitution égyptienne était supérieur à 70 %. Cette réforme dans le sens d'élections présidentielles compétitives et au suffrage universel directes a donné l'espoir au peuple égyptien de mettre fin pour reprendre l'expression du sociologue égyptien Saad Eddin Ibrahim au « règne de Moubarak et de sa famille <sup>61</sup> ». Mais le taux de participation aux élections présidentielles elles-mêmes était de 23 %, les électeurs ayant compris que l'ensemble de l'opération électorale visait non l'alternance du pouvoir mais la légitimation de pouvoir de Moubarak. Le commentaire des observateurs avant même le début des procédures électorales était prémonitoire : « les Américains ont encore besoin de Moubarak pour contrôler la région, il sera donc élu <sup>62</sup> ».

Concernant l'attitude envers les États-Unis, un sondage réalisé pendant les mois de février et mars 2003 dans six pays arabes par l'institut de sondage Zogby International et le Anwar Sadat Chair for Peace and Development de l'université de Maryland a montré que des participants exprimaient à de très larges majorités des points de vue défavorables ou très défavorables

---

59. Traduction : « la démocratie est une manière occidentale de voir les choses qui ne peut pas fonctionner ici ». (N.D.É.)

60. Traduction : « la problème que pose la promotion de la démocratie dans le monde arabe ne découle pas du fait que les arabes n'aiment pas la démocratie, mais plutôt que Washington n'apprécierait pas forcément ce que la démocratie issue des gouvernements arabes produirait ». (N.D.É.)

61. I. Saad Eddin, « Pourquoi Moubarak et sa famille résistent-ils à la présence d'observateurs ? », *al-Râya*, 3 octobre 2005.

62. F. Houeidi, « À propos de la fausse démocratie » *al-Khalij*, 22 août 2005.

à ce pays. Le Liban fait exception puisque 32 % des participants ont une opinion favorable ou très favorable aux États-Unis, en revanche, seuls 4 % de Saoudiens ont pensé la même chose.

Si les opinions publiques arabes sont favorables à la démocratie, ils ne font pas confiance à Washington comme agent de la promotion des valeurs démocratiques. Ainsi dans un sondage réalisé par Zogby International et Sadat Chair en mai 2004, seuls les Libanais considéraient à 44 % que l'un des motifs de la guerre en Irak de 2003 était la promotion de la démocratie contre 25 % des Jordaniens et uniquement 10 % au Maroc, en Arabie Saoudite, en Égypte et aux Émirats arabes unis. La majorité des participants à ce sondage a indiqué que les objectifs de la guerre étaient les suivants : contrôler le pétrole, protéger Israël et affaiblir le monde musulman. Enfin un sondage réalisé en 2004 par le *Pew Global Survey* montre que 17 % pensent que la guerre contre le terrorisme menée par les États-Unis est sincère et ne cachait pas d'autres objectifs.

## LA GESTION PROBLÉMATIQUE D'OPINIONS PUBLIQUES HOSTILES

### *La gestion par les gouvernements arabes*

#### Une gestion chaotique de l'opinion publique nationale

Les pouvoirs politiques arabes ont-ils encore les moyens d'orienter l'opinion publique, de contribuer à sa formation et de maîtriser l'agenda politique, ont-ils les moyens de mener une « politique de l'opinion » qui viserait à construire, à imposer et à défendre le « consensus » autour de la formule politique qu'ils incarnent ? Certains événements récents remettent en cause ce pouvoir, dans la mesure où, de plus en plus, les chefs d'État arabes, jusqu'ici intouchables, sont devenus l'objet du débat public. Cette évolution est lourde de significations, et il n'est pas sûr que certains chefs d'État arabes puissent reformer le consensus autour de leur personne, même à travers la contrainte.

À cet égard, les cas marocain et égyptien sont exemplaires. Le récent défi lancé par Nadia Yacine, fille et porte-parole de son père Abdel Salam Yacine, leader du mouvement *al-Adl wa al-Ihsan*, (Justice et Bienfaisance) est intéressant à plusieurs niveaux<sup>63</sup>. Tout d'abord, le *timing* : suite à un voyage aux États-Unis, durant lequel Nadia Yacine a fait l'éloge du système démocratique américain et de ses institutions « exemplaires » allant jusqu'à exprimer le souhait de voir le Maroc se doter du même type d'institutions, à savoir la république, en déclarant qu'en fin de compte « la monarchie n'est pas faite pour le Maroc ». Nadia Yacine ne fait ici que pousser le discours démocratisant tenu par l'administration américaine à ce qui doit être son aboutissement logique à savoir la démocratie, la souveraineté du peuple et la liberté de choisir ses institutions. Par ses déclarations sur « la fin de

63. « Le Maroc face au procès à haut risque d'une islamiste accusée d'atteinte à la monarchie », *Le Monde*, 27 juin 2005.

la monarchie au Maroc », elle a réussi à imposer sur l'agenda politique et dans l'espace public marocain un sujet que la monarchie avait réussi à soustraire, par la loi, à toute discussion publique.

La capacité de l'État marocain à filtrer les sujets et maîtriser ainsi la formation de l'opinion publique montre certaines faiblesses, et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la naissance au Maroc pendant les années 1990 d'une presse relativement libre, soumise aux lois du marché et à la concurrence, et qui doit, pour survivre, séduire le lectorat. Cette presse est servie par des jeunes journalistes audacieux qui ont ouvert l'espace public à tous les acteurs du jeu politique marocain et, notamment, aux personnes absentes des médias publics. Sans parler de la consécration médiatique que constitue le passage par al-Jazira contre lequel les gouvernements arabes sont relativement impuissants.<sup>64</sup>

En outre, la volonté proclamée des États-Unis, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, d'intégrer les « islamistes modérés<sup>65</sup> » dans les processus politiques légitimes pour mieux isoler ceux qui les combattent, a donné aux groupes d'opposition une audace supplémentaire face aux régimes. En effet, pour de nombreux mouvements d'opposition dans le monde arabe, l'obstacle à l'arrivée au pouvoir n'est pas constitué par les régimes arabes eux-mêmes mais par le soutien dont ils bénéficient de l'étranger et, notamment, des États-Unis. Ce soutien est multiple, il est politique, financier et dans le domaine du maintien de l'ordre<sup>66</sup>. Le soutien que le prince Moulay Hicham, cousin du roi et troisième personnage de l'État, a apporté à Nadia Yacine au nom du droit à la liberté d'expression est révélateur de la transformation des rapports de force, au moins sur le plan symbolique, au Maroc.

Il est vrai que Nadia Yacine s'est bien gardée de faire appel à l'opinion publique marocaine en affirmant qu'il ne s'agit que de son point de vue personnel : « je n'ai pas appelé les gens à se mobiliser pour la République ! » C'est cette impossibilité à s'adresser directement et sans entrave à l'opinion publique nationale et non pas uniquement à leurs troupes qui empêche les mouvements d'opposition d'accentuer la pression sur le régime et de se présenter comme une alternative crédible au pouvoir.

La trajectoire du mouvement égyptien *Kifaya* (« assez », en français), est d'autant plus intéressante qu'elle rassemble des opposants de sensibilités

---

64. A. Al-Qifari, « Les intellectuels saoudiens passent sur al-Jazira : les impressions d'un téléspectateur », *al-Riyad*, 30 mars 2002, [www.alriyadh.com](http://www.alriyadh.com)

65. J. L. Windsor, "Promoting Democratisation Can Combat Terrorism", *The Washington Quarterly*, été 2003.

66. Voir l'émission *Ma wara al Akhbar*, « La torture dans le monde arabes », al-Jazira, 1 juin 2005, [www.aljazeera.net](http://www.aljazeera.net). Pour le point de vue opposé, voir E. Sivan, "Why Radical Muslims Aren't Taking over Governments", *Middle East Review of International Affairs*, vol. 2, n° 2, mai 1998.

différentes, qui ont été rejoints par les frères musulmans, principale force d'opposition au régime de Moubarak en Égypte. Il convient de ne pas surestimer l'efficacité de ce mouvement, cependant, c'est la première fois que le président égyptien, jusque-là intouchable, se retrouve vilipendé dans les rues du Caire et que son départ, comme celui de sa famille, sont réclamés par des milliers de personnes.

### **La gestion de l'opinion publique arabe transnationale : l'exemple saoudien**

Dès les années 1960, les dirigeants saoudiens ont pris conscience de la perméabilité de leur opinion publique nationale à la propagande nassérienne et de l'importance des médias dans la formulation de leur politique étrangère vis-à-vis du monde arabe et notamment des opinions publiques arabes. En effet, pour des raisons politiques et structurelles, l'Arabie Saoudite n'a pas pu se doter d'une armée forte et dissuasive (*hard power*), elle a donc massivement investi dans les médias afin d'acquérir un pouvoir d'influence (*soft power*), nécessaire pour la conduite de sa politique arabe et musulmane.

L'histoire a commencé par le financement occulte, dès les années 1950, de certains journaux libanais, notamment *al-Hayat*<sup>67</sup>. Ce phénomène s'est amplifié pour toucher de nombreux titres à Beyrouth. Avec le déclenchement de la guerre libanaise en 1975, l'argent saoudien a accompagné et a irrigué l'exil de la presse libanaise de Beyrouth vers Londres et, dans une moindre mesure, vers Paris. À partir de 1991, avec le lancement de la première chaîne satellitaire arabe, Middle East Broadcasting Centre (MBC), les Saoudiens ont établi leur domination sur le champ médiatique arabe. Ils ont réussi à contrôler l'ensemble des médias panarabes, ce qui leur a permis de dresser une véritable barrière pour contrer toute couverture médiatique critique de leur politique aussi bien interne qu'externe. Cet effort médiatique saoudien avait pour objectif de contrôler l'image que l'Arabie Saoudite souhaite donner au reste du monde et de repousser les campagnes médiatiques hostiles à sa politique mais surtout à la famille royale.

Ces médias panarabes sont devenus des outils efficaces que les Saoudiens utilisent dans leurs luttes idéologiques dans le cadre des luttes interarabes. En effet, la lutte de l'Arabie Saoudite contre le nationalisme arabe, dans sa version nassérienne ou baathiste, s'est faite au nom du caractère exogène, laïc ou socialisant de ce dernier, l'entreprise était d'autant plus facile que la thèse dominante attribuait l'émergence de cette idéologie aux Arabes chrétiens<sup>68</sup>. Cette paternité a été présentée par les courants idéologiques favorables à l'entreprise saoudienne (l'axe islamique) comme délégitimatoire du nationalisme arabe. De même, le rapprochement du régime nassérien ou irakien avec l'URSS a permis aux Saoudiens de mêler de façon cohérente leur lutte contre le nationalisme arabe à la lutte contre le communisme avec

67. R. Najib El-Rys, *Akhir al Khawarij*, Liban, Riad El-Rys Books, 2004.

68. E. Dawn, *op. cit.*



l'appui des États-Unis. L'essoufflement du nationalisme arabe<sup>69</sup>, la montée en puissance de l'islamisme et surtout l'installation des troupes américaines en Arabie Saoudite ont participé au rapprochement entre les islamistes qui luttent pour la foi et les nationalistes qui combattent au nom de la défense du territoire et de la souveraineté<sup>70</sup>.

Ces évolutions idéologiques sur la scène arabe, les implications du 11 septembre 2001 et l'entrée dans l'espace médiatique arabe de nouveaux concurrents notamment les Qataris ont poussé les Saoudiens à renforcer leurs dispositifs médiatiques en vue de sauvegarder leur influence sur les opinions publiques arabes. Ils ont ainsi lancé en 2003 deux nouvelles chaînes d'informations : al-Arabiya et al-Ikhbariya, mais en dépit de cet effort il semble qu'ils aient perdu le monopole qu'ils exerçaient avant. En effet, le lancement d'al-Jazira a transformé les règles du fonctionnement des médias panarabes et la recette saoudienne basée sur l'alliance entre les Saoudiens et le Libanais est moins efficace que par le passé. En effet, les médias panarabes financés par les Saoudiens se caractérisent par leur direction souvent libanaise et une ligne globalement favorable aux politiques américaines dans le monde arabe, la stratégie d'al-Jazira est basée sur une volonté de se distinguer par rapport à la recette saoudienne<sup>71</sup>.

Prenant le contre-pied des orientations saoudiennes, al-Jazira s'est ouverte sur les courants d'opinion majoritaires dans le monde arabe, à savoir les islamistes et les panarabes<sup>72</sup>, elle a également bouleversé la sociologie de l'élite des journalistes arabes en ouvrant la voie aux Jordano-Palestiniens et aux Maghrébins bousculant ainsi le quasi-monopole libanais installé par les Saoudiens<sup>73</sup>.

Ainsi, la « barrière saoudienne » et le « filtre libanais » ont perdu de leur efficacité, al-Jazira a permis non seulement une meilleure circulation de l'information entre les pays arabes mais elle a également permis aux courants majoritaires et contestataires de l'opinion publique arabe de s'exprimer. En effet, ce « filtre libanais » dans le monde arabe était d'autant plus efficace qu'il se paraît des vertus du professionnalisme et de la modernité<sup>74</sup>. Dans les faits, il exerçait un véritable contrôle sur les médias panarabes en écartant d'une manière systématique toute opinion critique par rapport à la politique de l'Arabie Saoudite ou ses alliés. La lecture des événements par ces médias est profondément marquée par la fragmentation politico-confessionnelle du système politique libanais. Ces

---

69. F. Ajami, *The Arab Predicament. Arab political thought and practice since 1967*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

70. M. Amara, *op. cit.*

71. M. El Oifi, « L'effet al-Jazira », *op. cit.*

72. M. Fandy, "Information Technology, Trust, And Social Change In The Arab World", *The Middle East Journal*, vol. LIV, n° 3, été 2000.

73. D'un point de vue idéologique, cette alliance entre des princes saoudiens et certains journalistes libanais est basée sur la lutte commune contre le nationalisme arabe et l'Islam politique.

74. B. al-Hassan, *Thaqâfat al-istislâm (la culture de la capitulation)*, Beyrouth, Riad el-Rayess, 2005.



transformations qu'a connu le paysage médiatique arabe ont amoindri l'efficacité de la gestion saoudienne de l'opinion publique arabe et, en conséquence, l'image de l'Arabie Saoudite s'est profondément dégradée d'autant plus qu'al-Jazira a permis à l'opposition saoudienne de s'exprimer et de communiquer directement avec l'opinion publique saoudienne contournant ainsi la censure officielle.

### *Les opinions publiques arabes comme enjeu international*

Les analyses qui ont été développées à propos de la transition des pays de l'Est<sup>75</sup> vers la démocratie à la fin des années 1980 avaient mis l'accent sur le rôle positif joué par les opinions publiques dans ce processus complexe. La pression des opinions publiques était considérée comme l'accélérateur de la désagrégation de régimes autoritaires, les nouvelles équipes qui avaient pris le relais devaient plus au moins<sup>76</sup> se conformer à la volonté populaire érigée en maître du jeu politique. L'opinion publique est mise au cœur du projet de démocratisation, elle est considérée en tant que force positive, la seule capable de pacifier le jeu politique et de garantir la stabilité et la prospérité à l'ensemble de la société. Le regard porté sur les opinions publiques arabes est plus ambivalent.

### **La stratégie américaine**

Le thème de la guerre des idées<sup>77</sup> est devenu un élément important de la politique étrangère américaine. En effet, la médiatisation des grandes crises internationales impose aujourd'hui aux États de gérer, au niveau international<sup>78</sup>, le sens que peuvent prendre ces crises dans différentes sphères publiques. À cet égard, l'un des défis majeurs auxquels les États-Unis ont été confrontés après septembre 2001 a été la nécessité de délégitimer toute explication politique de ces attentats. Il fallait combattre toutes les tentatives qui interrogent d'une manière rationnelle le sens de l'action de Ben Laden ainsi que ses motivations. Cette interprétation est fortement inspirée des néoconservateurs et certains centres de recherche, notamment le *think tank* pro-israélien, The Washington Institute for Near East Policy<sup>79</sup>. Cette institution a été la première aux États-Unis à s'intéresser

75. M. Dobry, « Les transitions démocratiques: regards sur l'état de la "transitologie", *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 4-5, août-octobre 2000, pp. 579-764.

76. G. Mink, J.-C. Szurek, *La grande conversion: le destin des communistes en Europe de l'Est*, Paris, Seuil, 1999.

77. G. Packer (dir), *The fight is for Democracy: Winning the War of Ideas in America and the World*, New York, Perennial, 2003.

78. D. Dayan, E. Katz, *La Télévision cérémonielle. Anthropologie et histoire du direct*, Paris, PUF, 1996.

79. Martin Kramer décrit avec beaucoup de détails la stratégie des centres de recherche privés, notamment The Washington Institute For Near East Policy, pour monopoliser l'expertise sur le Moyen-Orient au détriment des grandes universités américaines accusées d'être favorables aux points de vue arabes. M. Kramer, *Ivory Towers on Sand. The Failure of Middle Eastern Studies in America*, The Washington Institute For Near East Policy, 2001. Une première tentative de délégitimation du savoir universitaire américain sur le monde arabe avait commencé plutôt voir R. Kaplan, *The Arabist. The Romance of an American Elite*, New York, Free Press, 1993.

à l'opinion publique arabe et à l'influence potentielle des nouveaux médias<sup>80</sup>. Ses animateurs très impliqués dans le problème israélo-arabe se sont aperçus que les accords de paix entre les gouvernements israélien et égyptien se sont révélés incapables de normaliser et légitimer la présence d'Israël dans la région. Étant donné le peu de légitimité et de représentativité des gouvernements arabes, ces auteurs considèrent qu'un intérêt particulier doit être accordé à l'opinion publique arabe<sup>81</sup> pour la connaître, la gérer et, à l'occasion, la manipuler.

Cette école soutient la thèse – qui s'est imposée aux États-Unis – et qui insiste sur l'idée que l'opinion publique arabe « déteste les Américains pour ce qu'ils sont et non pas pour ce qu'ils font ». Selon ce point de vue, les attaques contre les États-Unis seraient motivées par des raisons religieuses (la lutte contre les infidèles) ou culturelles (l'incapacité du monde arabo-musulman à accéder à la modernité occidentale et le refus de valeurs occidentales) ou passionnelle (la jalousie suscitée par l'opulence dans laquelle vivent les États-Unis). Cette argumentation, véhiculée dans la presse américaine, est loin d'être consécutive aux événements du 11 septembre. En effet, dès 1990, Bernard Lewis, dans un article très commenté dans le monde arabe<sup>82</sup>, avait développé cette argumentation qu'il a actualisée et radicalisée dans son dernier ouvrage<sup>83</sup>.

À cet égard, la prise en considération de l'influence des lobbies pro-israéliens aux États-Unis sur la vision américaine du monde arabe est essentielle pour comprendre la gestion par l'administration américaine de l'opinion publique arabe<sup>84</sup>. Comme l'affirme Ghassan Salamé, « non seulement Israël a bénéficié d'un soutien politique sans précédent, mais il semblait inspirer de manière exclusive l'approche américaine de la région autant que le choix tactique du Pentagone sur le terrain. Cette identification était favorisée par la thèse « même combat, même ennemi » énoncée par Ariel Sharon lui-même au lendemain du 11 septembre<sup>85</sup> ».

Les sondages effectués dans la région pour connaître l'état de l'opinion à propos de la politique étrangère américaine<sup>86</sup> insistent sur les explications politiques et notamment le soutien américain à l'État d'Israël et aux gouvernements

---

80. J. B. Alterman, *New Media, New Politics. From Satellite Television to the Internet in the Arab World*, The Washington Institute For Near East Policy, 1998; K. Hafez (dir.), *Mass Media, Politics, and society in the Middle East*, New Jersey, Hampton Press, 2001.

81. D. Pollock, *The "Arab street"? Public Opinion in the Arab World*, The Washington Institute For Near East Policy, 1992.

82. B. Lewis, "Muslims and the West, Muslim Rage", *Current*, janvier 1991.

83. B. Lewis, *What Went Wrong? Western Impact and Middle Eastern Responses*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

84. J. Mearsheimer, S. Walt, "The Israel Lobby", *London Review of Books*, [www.lrb.co.uk/v28/n06/mear01.html](http://www.lrb.co.uk/v28/n06/mear01.html)

85. G. Salamé, *Quand l'Amérique refait le monde*, Paris, Fayard, 2005, p. 499.

86. Sondage réalisé par The Arab American Institute, dirigé par James Zogby, 2002. Pour les détails, voir le site de l'AAI: <http://www.aaiusa.org>

arabes autoritaires. Dans tous ces sondages, les motivations d'ordre culturel ou religieux de l'hostilité aux Etats-Unis sont tout à fait marginales <sup>87</sup>.

La gestion américaine de l'opinion publique arabe est basée sur un diagnostic qui privilégie les arguments culturels pour expliquer l'hostilité du citoyen à la politique américaine. À cet égard, l'administration américaine a su activer sa diplomatie publique <sup>88</sup> et se doter d'outils médiatiques qui se sont imposés dans le monde arabe notamment la radio Sawa et la chaîne de télévision al-Hurra. Mais l'essentiel de ce dispositif d'influence sur l'opinion publique arabe reste par définition invisible. L'infiltration de la presse, des médias, des maisons d'éditions et des milieux intellectuels arabes reste difficile à évaluer <sup>89</sup> même si le scandale des articles rédigés par des soldats américains et imposés à la presse irakienne confirme l'existence de cette politique d'influence clandestine. La stratégie américaine, dans ses tentatives de séduire et d'influencer les opinions publiques dans le monde arabe, a repris certaines modalités de la politique culturelle américaine vers l'Europe pendant la Guerre froide <sup>90</sup>.

## CONCLUSION

La démonopolisation de l'espace médiatique arabe et la capacité de certains mouvements d'opposition à imposer leurs revendications sur l'agenda politique peuvent être interprétées non seulement comme le résultat du travail des groupes d'activistes relativement isolés, mais aussi comme le signe de l'autonomisation des opinions publiques qui représentent les bases sociales de ces mouvements. De ce point de vue, Internet joue un rôle majeur dans cette évolution.

Dans cette perspective, les opinions publiques constitueront une pression durable sur les gouvernements arabes pour les années à venir. Cette pression est due à des transformations structurelles des sociétés arabes mais également aux changements de l'environnement international. Cette consolidation des opinions publiques est le résultat de deux processus historiques concomitants. D'un côté, les transformations des sociétés arabes soumises aux règles classiques du changement social, de l'autre, un processus d'essoufflement des légitimités des gouvernements arabes et parfois même de la pertinence du cadre étatique national comme identité politique légitime.

---

87. Global Opinion, *The Spread of Anti-Americanism. A review of Pew Global Attitudes Project findings*, The Pew Research Center for the People and the Press January 24, 2005, <http://pewresearch.org>; *Revisiting the Arab Street: Research from Within, Amman, Jordan*, Centre for Strategic studies of Jordan, février 2005.

88. American Public Diplomacy in the Islamic World American Public Diplomacy in the Islamic World; February Pew Research Center for the People & the Press, 27 février 2003.

89. E. Djerejian, *Changing Minds, Winning Peace. A New Strategic Direction for U.S. Public Diplomacy in the Arab and Muslim World*, octobre 2003.

90. F. Stonor Saunders, *Who Paid the Piper? The CIA and the Cultural Cold War*, Londres, Granta Books, 1999.